

Schyns et l'Homme mystère pour remplacer Milquet ?

■ Lutgen devrait annoncer ce week-end le nom des successeurs de l'ex-ministre.

En temps normal, Benoît Lutgen, président du CDH, aurait déjà annoncé le nom du successeur de l'ex-ministre Joëlle Milquet. Sauf qu'on n'est pas en temps normal. L'actualité de ces jeudi et vendredi a été cannibalisée par la démission de la ministre fédérale de la Mobilité, Jacqueline Galant (MR). En termes de communication politique, le timing n'était pas bon.

Bref, l'heureux élu devrait être connu ce week-end, sans doute ce samedi. Dès lundi, jour de la démission de M^{me} Milquet suite à son inculpation pour prise d'intérêts, il est apparu évident que ses compétences seraient divisées. Elle avait l'Éducation, la Petite enfance et la Culture. Trop pour une seule personne.

La Culture est une matière très chronophage, en raison du nombre d'événements auxquels il faut participer. Il est dès lors probable que le futur ministre de l'Éducation ne devra plus s'en occuper. À l'inverse, Enseignement et Petite enfance sont des matières complémentaires. Qui pour s'y coller ?

Le CDH veut à tout prix faire aboutir – et dans les meilleurs délais – le "Pacte d'excellence" pour l'école lancé par Joëlle Milquet. Il faudra donc quelqu'un capable d'enfiler le costume de ministre de l'Éducation sans période d'adaptation. On pense naturellement à la cheffe de groupe au Parlement de la Communauté française, Marie-Martine Schyns, qui a déjà occupé le poste.

Fonck, ministre en 2019 ?

D'aucuns, au CDH, la jugent un peu trop faible politiquement pour assumer la fonction sur le long terme et pour être en plus

vice-Présidente du gouvernement de la Communauté française. Mais cet avis n'est pas du tout partagé unanimement au parti et Benoît Lutgen apprécie beaucoup M^{me} Schyns. Elle semble donc favorite, d'autant qu'elle a été vue vendredi à Bastogne, la commune de M. Lutgen... Cela dit, visiblement, elle était loin d'être la seule.

Les pronostics voyaient aussi Catherine Fonck, cheffe de groupe à la Chambre, prendre l'Éducation. Très peu probable. Son parti compte beaucoup sur elle au fédéral. À tel point, nous dit-on, qu'elle serait archi-prioritaire pour devenir ministre fédérale en 2019 si le CDH retourne dans la majorité.

Le nom d'André Antoine, président du Parlement wallon, a aussi été évoqué. Il connaît très bien l'Enseignement et il est rompu à l'exercice du pouvoir. Son point faible : il n'incarne plus l'avenir du CDH.

Ensuite, quid de la Culture ? Personne ne s'impose naturellement chez les humanistes. Il est probable que le ministre des Sports, René Collin, qui est aussi membre du gouvernement wallon, laisse sa place à quelqu'un d'autre dans l'exécutif francophone, où le CDH a droit à deux sièges. Cela pourrait être Céline Fremault, qui aurait la double casquette avec son

poste dans le gouvernement bruxellois. La difficulté, c'est qu'elle a déjà un gros portefeuille (et on a compris que la Culture demande du temps) et que son parti compte sur elle à Bruxelles.

La solution de repli pourrait dès lors être... une surprise. Ce genre de lapin blanc que Benoît Lutgen adore sortir de son chapeau. Pas un inconnu, mais quelqu'un qui n'a jamais été cité. La surprise pourrait même être double puisque rien ne dit que cette personne ne prendra pas l'Enseignement. Un élu CDH nous disait lundi : "Les voies du Président sont impénétrables". Sacré "Lulu"...

Antoine Clevers (avec F.C.)

La solution de repli pourrait dès lors être... une surprise.

Réactions

"Indécent"

MR. Du côté de l'opposition, le fait que le CDH n'ait toujours pas officiellement annoncé un remplacement est très mal perçu. "Plus les heures passent, plus c'est indécent", s'indigne Françoise Bertieaux. La cheffe de groupe MR au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui énumère de nombreux dossiers (pénurie de places, organisation des épreuves

externes, mise en œuvre des cours de citoyenneté), qui ont "besoin urgemment d'un pilotage ministériel. Je me demande si Benoît Lutgen se rend bien compte de la situation".

Ecolo. Patrick Dupriez, coprésident d'Ecolo, partage le même étonnement. Il en appelle aussi à un remaniement plus large. "C'est l'occasion ou jamais de resserrer les équipes et de ne nommer à la Communauté que des ministres qui ont déjà un poste dans les Régions", avance-t-il.